



CHAPITRE 62

Loi assurant le maintien des services d'électricité
et prévoyant les conditions de travail des
salariés d'Hydro-Québec

[Sanctionnée le 18 décembre 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

Interpré-
tation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un
sens différent, on entend par:

«associa-
tion de
salariés»;

«association de salariés»: le Syndicat des employés de métiers
de l'Hydro-Québec, section locale 1 500, (Syndicat canadien de la
fonction publique), le Syndicat des techniciens de l'Hydro-Québec,
section locale 957, (Syndicat canadien de la fonction publique) et
le Syndicat des employés de bureau de l'Hydro-Québec, section
locale 2 000, (Syndicat canadien de la fonction publique) y compris
les employés de l'extérieur PLT-CL;

«salarié».

«salarié»: un salarié au sens du Code du travail, qui était un
employé d'Hydro-Québec le 28 novembre 1979 et qui est compris
dans l'unité de négociation pour laquelle une association de sala-
riés est accréditée.

SECTION II

REPRISE DES SERVICES

Retour au
travail.

2. Un salarié doit, à compter de 00h01 le 19 décembre 1979,
compte tenu de son horaire de travail, retourner au travail et
accomplir tous les devoirs attachés à ses fonctions en vertu des
conditions de travail qui lui sont applicables.

Moyens
pour
assurer la
reprise du
travail.

3. Hydro-Québec doit, à compter de 00h01 le 19 décembre 1979, prendre les moyens appropriés pour assurer la reprise de ses activités habituelles.

Mesures
pour
respecter
le retour
au travail.

4. Une association de salariés doit prendre les mesures appropriées pour amener ses membres à se conformer à l'article 2.

SECTION III

CONDITIONS DE TRAVAIL

Renouvel-
lement et
modifica-
tion des
conven-
tions
collectives.

5. Les dernières conventions collectives liant Hydro-Québec et les associations de salariés sont renouvelées. Elles sont toutes fois modifiées de façon à rendre applicables les ententes écrites intervenues entre les parties lors de la négociation en vue de leur renouvellement de même que les recommandations faites par les médiateurs nommés par le ministre du travail le 10 décembre 1979 dans le rapport qu'ils ont transmis aux parties le 13 décembre 1979.

Durée.

Les conventions collectives ainsi renouvelées et modifiées constituent des conventions collectives au sens du Code du travail. Elles lient les parties jusqu'au 29 décembre 1982.

SECTION IV

SANCTIONS

Infraction
et peine.

6. Une association de salariés qui contrevient à l'article 4 ou une association de salariés ainsi qu'une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 2 ou à participer à une grève ou à un ralentissement de travail pendant la durée d'une convention collective visée dans l'article 5, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ pour chaque jour ou partie du jour pendant lequel dure la contravention.

Dirigeant
réputé
partie à
l'infraction.

Lorsqu'une de ces associations, unions, fédérations ou confédérations a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses dirigeants, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de l'amende prévue au premier alinéa de l'article 7, que l'association, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Infraction
et peine.

7. Un dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés, union, fédération ou confédération visée dans l'article 6, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'article 2 ou à participer à une grève ou à un ralentissement de travail pendant la durée d'une convention collective visée dans l'article 5, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

Infraction
et peine.

L'association de salariés, l'union, la fédération ou la confédération visée dans l'article 6, dont un dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au premier alinéa de l'article 6.

Infraction
et peine.

8. Un salarié qui contrevient à l'article 2 ou qui participe à une grève ou à un ralentissement de travail pendant la durée d'une convention collective visée dans l'article 5, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 25 \$ à 100 \$ par jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

Infraction
et peine.

9. Tout administrateur, employé, agent ou conseiller d'Hydro-Québec qui participe ou qui acquiesce à un acte posé par Hydro-Québec contrairement à l'article 3 ou à un lock-out pendant la durée d'une convention collective visée dans l'article 5, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

Poursuite.

10. Une poursuite est intentée suivant la Loi des poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES

Effet de
la loi.

11. La présente loi n'a pas pour effet de soustraire Hydro-Québec et les salariés qu'elle vise, à l'application du Code du travail.

Entrée en
vigueur.

12 La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.